

PREMIÈRE PARTIE

---

SÉANCES PUBLIQUES

---

---

PART I.

---

PUBLIC SITTINGS.

---

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

PREMIÈRE  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenu au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 18 juin 1927, à 11 heures,  
sous la présidence de M. Huber, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. HUBER, *Président*,  
LODER, *ancien Président*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA, } *Juges*,  
YOVANOVITCH, *Juge suppléant*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT déclare ouverte la douzième session.

Il rappelle que la Cour, telle qu'elle siège actuellement, réunit la présence de tous les juges titulaires, à l'exception de M. Weiss, Vice-Président, que l'état de sa santé retient temporairement absent. La Cour forme les vœux les plus sincères pour son prompt et complet rétablissement. En attendant que ses forces retrouvées lui permettent de reprendre ses travaux, M. Weiss sera, durant les premières semaines de la session, remplacé par M. Yovanovitch, juge suppléant.

Le Président prie le Greffier d'indiquer les affaires dont la Cour est saisie.

Le GREFFIER mentionne les affaires suivantes :

<sup>1</sup> Quatrième séance de la Cour.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

TWELFTH (ORDINARY) SESSION

---

FIRST  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, June 18th, 1927, at 11 a.m.,  
the President, M. Huber, presiding.<sup>1</sup>*

---

*Present :*

MM. HUBER, <i>President,</i>	
LODER, <i>Former President,</i>	
Lord FINLAY,	} <i>Judges,</i>
MM. NYHOLM,	
MOORE,	
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
ANZILOTTI,	
PESSÔA,	
YOVANOVITCH, <i>Deputy-Judge,</i>	
M. HAMMARSKJÖLD, <i>Registrar of the Court.</i>	

The PRESIDENT declared the twelfth session open.

He observed that the Court, as then composed, included all the ordinary judges with the exception of M. Weiss, the Vice-President, the state of whose health temporarily rendered his presence impossible. The Court expressed its most sincere wishes for his speedy and complete recovery. Until restored to strength, M. Weiss would, for the first weeks of the session, be replaced by M. Yovanovitch, deputy-judge.

The President called on the Registrar to state the cases before the Court.

The REGISTRAR enumerated the following cases :

---

<sup>1</sup> Fourth meeting of the Court.

1) Affaire entre les Gouvernements belge et chinois relative à la déclaration par la Chine suivant laquelle le *Traité sino-belge* du 2 novembre 1865 aurait cessé de produire ses effets.

2) Affaire relative à la juridiction de la Commission européenne du Danube entre Galatz et Braïla, soumise pour avis consultatif à la Cour par le Conseil de la Société des Nations, conformément à un arrangement conclu entre les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Roumanie.

3) Affaire relative au différend entre les Gouvernements français et turc, survenu à la suite de l'abordage qui a eu lieu le 2 août 1926 entre les vapeurs *Boz-Kourt* et *Lotus*.

4) Affaire entre les Gouvernements allemand et polonais, relative aux indemnités réclamées par le Gouvernement allemand à la suite de la prise de possession, par le Gouvernement polonais, de l'usine d'azote de Chorzów, en Haute-Silésie, la Cour, par son arrêt du 25 mai 1926, ayant jugé l'attitude du Gouvernement polonais à l'égard des propriétaires allemands de l'usine non conforme aux articles 6 et suivants de la Convention de Genève de 1922 concernant le partage de la Haute-Silésie.

Le Greffier indique que, dans la présente affaire, le Gouvernement polonais, soulevant une exception préliminaire, conteste la compétence de la Cour pour connaître de la requête du Gouvernement allemand.

5) Affaire entre les Gouvernements hellénique et britannique relative à la mise en conformité avec les nouvelles conditions économiques des concessions Mavrommatis à Jérusalem, obtenues en 1914.

Le PRÉSIDENT rappelle que ces affaires ne sont pas toutes portées au rôle. En effet, conformément à l'article 28 du Règlement, « le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que toutes les affaires à elle soumises pour décision et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de la question ou de l'affaire. En outre, dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour ou bien la procédure écrite dans une affaire vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajoutée au rôle de la session. »

Il invite le Greffier à donner lecture des pièces introductives des affaires actuellement inscrites au rôle pour la session qui vient de s'ouvrir.

(1) The case between the Belgian and Chinese Governments concerning the declaration by China to the effect that the Sino-Belgian Treaty of November 2nd, 1865, had ceased to be operative.

(2) The question concerning the jurisdiction of the European Commission of the Danube between Galatz and Braila, referred for advisory opinion to the Court by the Council of the League of Nations, in accordance with an agreement concluded between the representatives of France, Great Britain, Italy and Roumania.

(3) The case concerning the dispute between the French and Turkish Governments arising out of the collision which took place on August 2nd, 1926, between the steamships *Boz-Kourt* and *Lotus*.

(4) The case between the German and Polish Governments concerning the indemnities claimed by the German Government in consequence of the taking possession by the Polish Government of the nitrate factory at Chorzów in Upper Silesia; the Court, in its judgment of May 25th, 1926, held that the attitude of the Polish Government in regard to the German owners of the factory had not been in conformity with Article 6 and the following articles of the Geneva Convention of 1922 concerning the partition of Upper Silesia.

The Registrar stated that, in the present case, the Polish Government had taken a preliminary objection to the Court's jurisdiction to deal with the German Government's application.

(5) The case between the Greek and British Governments concerning the putting into conformity with the new economic conditions of the Mavrommatis Jerusalem concessions, obtained in 1914.

The PRESIDENT pointed out that these cases were not all entered upon the list for the session. For, according to Article 28 of the Rules of Court, "the list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar. Furthermore, if in the course of a session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to any case are concluded, the Court shall decide whether such question or case shall be added to the list for that session."

He then asked the Registrar to read the documents instituting proceedings in the cases at present on the list for the session which had just begun.

Le GREFFIER lit les requêtes afférentes aux instances Danube, *Lotus*, Chorzów (indemnités), ainsi que l'Exception préliminaire soulevée par le Gouvernement polonais pour contester à la Cour la compétence de connaître de cette affaire <sup>1</sup>.

Le PRÉSIDENT déclare qu'en ce qui concerne l'affaire mettant en cause les Gouvernements belge et chinois, il a dû, sur la demande du Gouvernement belge et conformément à l'article 41 du Statut et à l'article 57 du Règlement, rendre, en l'absence de la Cour, sur un point d'une urgence particulière, savoir, en matière d'indication de mesures conservatoires pour la protection des droits des Parties en attendant l'arrêt de la Cour, des ordonnances d'une certaine importance.

En outre, sur la demande de la même Partie, des prolongations successives des délais de procédure ont été accordées. La dernière de ces prolongations a été effectuée par voie d'ordonnance, rendue par la Cour en date de ce jour <sup>2</sup>.

Le GREFFIER donne lecture des Ordonnances des 8 janvier, 15 février et 18 juin 1927 <sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT observe que, pour l'affaire relative à la réadaptation des concessions Mavrommatis, la Cour n'a pas encore pris de décision quant à l'inscription de cette affaire au rôle. Elle s'est bornée pour le moment à fixer les délais de procédure de telle façon que le dernier vienne à expirer le 30 août prochain. Sauf prolongation éventuelle des délais, l'affaire sera donc en état à cette date.

Pour ce qui est enfin de l'ordre dans lequel la Cour compte s'occuper des trois affaires figurant effectivement au rôle, elle a décidé de traiter en premier lieu l'exception d'incompétence soulevée à propos de l'affaire dite de Chorzów (indemnités), la procédure concernant les exceptions préliminaires étant, selon le Règlement révisé de la Cour, de nature sommaire et revêtant par conséquent un caractère d'urgence relative. La Cour a également décidé de fixer l'ouverture des audiences au sujet de cette affaire au mercredi 22 juin 1927, à 10 heures.

En second lieu, la Cour compte traiter l'affaire dite du *Lotus* (ou de *Boz-Kourt* — *Lotus*) en principe à partir du 1<sup>er</sup> août prochain. C'est seulement à compter de cette date que le membre de la Cour

<sup>1</sup> Voir troisième Partie, n° 3, p. 147.

<sup>2</sup> » *Publications de la Cour*, Série A, n° 8.

The REGISTRAR read the applications relating to the Danube, *Lotus* and Chorzów (indemnities) cases, also the preliminary objection raised by the Polish Government in regard to the Court's jurisdiction to deal with the latter case <sup>1</sup>.

The PRESIDENT stated that in regard to the case between the Belgian and Chinese Governments, he had had, upon the request of the Belgian Government and in accordance with Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court, to make, in the absence of the Court, orders of some importance upon a matter of special urgency, namely, the indication of interim measures for the protection of the rights of the Parties, pending the Court's judgment.

Furthermore, at the request of the same Party, successive extensions of the times for the written proceedings had been granted. The last of these extensions had been granted by means of an Order made by the Court and dated that day <sup>2</sup>.

The REGISTRAR read the Orders of January 8th, February 15th and June 18th, 1927 <sup>2</sup>.

The PRESIDENT observed that in regard to the case concerning the readaptation of the Mavrommatis concessions, the Court had not yet decided whether it would be included in the list. The Court had for the moment merely fixed the times for the written proceedings so that the last time would expire on August 30th. Unless an extension of time were granted, the case would therefore be ready for hearing on that date.

Finally, with regard to the order in which the Court expected to take the three cases which were actually on the list, the Court had decided to take first the objection to the jurisdiction raised in connection with the so-called Chorzów (indemnities) case, since proceedings in regard to preliminary objections were, according to the Revised Rules of Court, in the nature of summary proceedings and therefore possessed a character of relative urgency. The Court had also decided to fix the beginning of the hearing in this case for Wednesday, June 22nd, 1927, at 10 a.m.

In the second place, the Court expected to take the so-called *Lotus* (or *Boz-Kourt—Lotus*) case, and would, in principle, begin it on August 1st. It was only as from that date that the member

---

<sup>1</sup> See Part III, No. 3, p. 147.

<sup>2</sup> » *Publications of the Court*, Series A., No. 8.

de nationalité française, à savoir M. Weiss, Vice-Président, pourra, selon l'opinion des autorités médicales, reprendre sa place sur le siège. Toutefois, sauf le cas où la Cour devrait, pour un motif quelconque, traiter, après l'affaire de Chorzów, et avant celle du *Lotus*, une autre affaire, elle ne saurait retarder au delà du 1<sup>er</sup> août l'ouverture de la procédure relative au différend franco-turc. D'autre part, si la convalescence de M. Weiss était plus rapide qu'on n'ose l'espérer en ce moment, rien n'empêcherait la Cour d'aborder plus tôt l'affaire, si cela était désirable au point de vue de ses autres travaux.

L'affaire relative à la compétence de la Commission européenne du Danube ne serait en tout état de cause, selon les intentions actuelles de la Cour, traitée qu'en dernier lieu.

L'audience est levée à 12 h. 15.

Le Président de la Cour :  
(*Signé*) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :  
(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

-----



of the Court of French nationality, namely M. Weiss, the Vice-President, would be able, in the opinion of his medical advisers, once more to take his seat in the Court. Nevertheless, unless the Court should have, for some reason, to take some other case after the Chorzów case and before the *Lotus* case, it could not postpone beyond August 1st the commencement of proceedings in regard to the Franco-Turkish dispute. On the other hand, should M. Weiss' convalescence progress more rapidly than it was possible to hope at the moment, there was nothing to prevent the Court from beginning the case earlier, if that course were desirable from the point of view of its remaining work.

The question concerning the jurisdiction of the European Commission of the Danube would, in any case, according to the Court's present intentions, not be taken until last.

The Court rose at 12.15 p.m.

(Signed) MAX HUBER,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

DEUXIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mercredi 22 juin 1927, à 10 heures,  
sous la présidence de M. Huber, Président.<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. HUBER, *Président*,  
LODER, *ancien Président*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA,  
YOVANOVITCH, *Juge suppléant*,  
MM. RABEL,  
EHRlich, } *Juges nationaux*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT prie le Greffier de mentionner le point à l'ordre du jour.

Le GREFFIER indique que l'ordre du jour porte l'ouverture des audiences au sujet de l'exception d'incompétence soulevée par le Gouvernement polonais, en l'instance introduite contre lui par le Gouvernement allemand, et concernant l'indemnité éventuellement due par le Gouvernement polonais à la suite de la prise de possession par lui de l'usine d'azote sise à Chorzów en Haute-Silésie polonaise.

Le PRÉSIDENT fait observer que, la Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties, celles-ci ont été informées de leur droit, conformément à l'article 31 du Statut, de désigner chacune un juge de sa nationalité pour siéger dans l'affaire.

<sup>1</sup> Cinquième séance de la Cour.

TWELFTH (ORDINARY) SESSION.

SECOND  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Wednesday, June 22nd, 1927, at 10 a.m.,  
the President, M. Huber, presiding.*<sup>1</sup>

*Present :*

MM. HUBER, <i>President,</i>	
LODER, <i>Former President,</i>	
Lord FINLAY,	} <i>Judges,</i>
MM. NYHOLM,	
MOORE,	
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
ANZILOTTI,	
PESSÔA,	
YOVANOVITCH, <i>Deputy-Judge,</i>	
MM. RABEL,	} <i>National Judges,</i>
EHRlich,	
M. HAMMARSKJÖLD, <i>Registrar of the Court.</i>	

The PRESIDENT called on the Registrar to state the business before the Court.

The REGISTRAR said that the business before the Court was the opening of the hearings in regard to the plea to the jurisdiction filed by the Polish Government in the suit brought against it by the German Government concerning the indemnity, if any, due by the Polish Government for having taken possession of the nitrate factory situated at Chorzów in Polish Upper Silesia.

The PRESIDENT observed that, as the Court did not include any judge of the nationality of the Parties, the latter had been informed of their right, under Article 31 of the Statute, each to appoint a judge of their respective nationalities to sit in the case. Availing

<sup>1</sup> Fifth meeting of the Court.

Se prévalant de ce droit, le Gouvernement allemand a désigné M. Rabel, professeur à Berlin, et le Gouvernement polonais, M. Ehrlich, professeur à Lwów. Avant d'entrer en fonctions, MM. Rabel et Ehrlich doivent, en séance publique, prendre l'engagement solennel, prescrit par l'article 20 du Statut, d'exercer leurs attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

Sur l'invitation du Président, MM. RABEL et EHRLICH prennent l'engagement solennel mentionné ci-dessus.

Le PRÉSIDENT, au nom de la Cour, prend acte des déclarations que viennent de faire MM. Rabel et Ehrlich, et les déclare installés comme juges *ad hoc* pour l'affaire relative aux indemnités demandées par le Gouvernement allemand à la suite de la prise de possession, par le Gouvernement polonais, de l'usine d'azote de Chorzów.

Il constate que le Gouvernement allemand a dûment désigné son agent, M. Erich Kaufmann, et le Gouvernement polonais, M. Thadée Sobolewski. En outre, le Gouvernement polonais a désigné pour le représenter M. Nicolas Politis ; toutefois, la nomination de M. Politis n'ayant pas eu lieu dans les conditions indiquées par l'article 35 du Règlement de la Cour, le Président estime qu'il paraît devant la Cour en qualité de conseil du Gouvernement qu'il représente.

Le Président rappelle que la présente procédure est régie par les dispositions de l'article 38 du Règlement, relatif aux exceptions préliminaires en cas d'introduction d'une instance par requête unilatérale. La procédure écrite prévue par cet article ayant été terminée, il invite les Parties, à commencer par celle qui a introduit l'exception d'incompétence actuellement soumise à la Cour, à fournir des explications verbales au sujet de cette exception.

Il donne la parole à M. Sobolewski, agent du Gouvernement polonais.

M. SOBOLEWSKI, agent du Gouvernement polonais, procède à l'exposé reproduit à l'annexe 1<sup>1</sup>.

S. Exc. M. POLITIS prend ensuite la parole. Son exposé, interrompu à 13 heures par la suspension de l'audience, est repris à 15 h. 30, et terminé au cours de l'audience (annexe 2<sup>2</sup>).

Le PRÉSIDENT demande à M. le professeur Kaufmann s'il sera

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, n° 1, p. 21.

<sup>2</sup> » » » » 2, » 30.

themselves of this right, the German Government had appointed Professor Rabel, of Berlin, and the Polish Government, Professor Ehrlich, of Lwów. Before taking up their duties, MM. Rabel and Ehrlich would now in open Court make the solemn declaration laid down in Article 20 of the Statute to exercise their powers and duties honourably and faithfully, impartially and conscientiously.

At the request of the President, MM. RABEL and EHRLICH then made the declaration in question.

The PRESIDENT, in the name of the Court, placed on record the declarations made by Professor Rabel and Professor Ehrlich, and declared them installed as judges *ad hoc* for the case concerning the indemnities claimed by the German Government in consequence of the taking possession by the Polish Government of the nitrate factory at Chorzów.

He noted that the German Government had duly appointed as its Agent, Professor Erich Kaufmann, and the Polish Government, M. Thadée Sobolewski. Furthermore, the Polish Government had appointed to represent it, M. Nicolas Politis; as, however, M. Politis' appointment had not been made in accordance with the conditions indicated in Article 35 of the Rules of Court, the President held that he appeared before the Court in the capacity of Counsel for the Government which he represented.

The President recalled that the present proceedings were governed by the terms of Article 38 of the Rules with regard to preliminary objections in the case of a suit brought by unilateral application. The written proceedings provided for under that article having been concluded, he would call upon the Parties, beginning with that Party which had filed the plea to the jurisdiction which was now before the Court, to supply oral explanations in regard to this plea.

He called on M. Sobolewski, Agent for the Polish Government.

M. SOBOLEWSKI, Agent for the Polish Government, made the statement reproduced in Annex 1<sup>1</sup>.

H.E. M. POLITIS next spoke. He broke off at 1 p.m., when the Court adjourned. When the Court reassembled at 3.30 p.m., he continued and concluded his statement (Annex 2<sup>2</sup>).

The PRESIDENT asked Professor Kaufmann whether he would

<sup>1</sup> See Part II, No. 1, p. 21.

<sup>2</sup> " " " " 2, " 30.

prêt à répondre à la plaidoirie de M. Politis le jeudi 23 juin au matin.

M. le professeur KAUFMANN, faisant remarquer que la plaidoirie de M. Politis a introduit, dans la procédure, un certain nombre d'éléments nouveaux, sollicite, pour pouvoir lui répondre, un délai jusqu'au vendredi 24 au matin. Si ce délai lui est accordé, il espère pouvoir terminer sa plaidoirie au cours de la matinée du 24.

Le PRÉSIDENT informe les représentants des Parties que la Cour prendra, au sujet de la date et de l'heure de la prochaine audience, une décision qui sera communiquée à tous les intéressés.

L'audience est levée à 17 h. 40.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

be ready to reply to M. Politis on the morning of Thursday, June 23rd.

Professor KAUFMANN, observing that M. Politis, in his speech, had introduced a number of new points, requested to be allowed until the morning of Friday, June 24th, for his reply. If this time were given him, he hoped to be able to conclude his speech in the course of the morning of the 24th.

The PRESIDENT informed the representatives of the Parties that, in regard to the date and hour of the next sitting, the Court would take a decision which would be duly communicated to all concerned.

The Court rose at 5.40 p.m.

(Signed) MAX HUBER,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

TROISIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le vendredi 24 juin 1927, à 10 heures,  
sous la présidence de M. Huber, Président.*

*Présents :*

MM. HUBER, *Président*,  
LODER, *ancien Président*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE, } *Juges*,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA,  
YOVANOVITCH, *Juge suppléant*,  
MM. RABEL, } *Juges nationaux*,  
EHRlich,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT, ouvrant l'audience, donne la parole au représentant du Gouvernement allemand.

M. le professeur KAUFMANN procède à l'exposé reproduit à l'annexe 1<sup>2</sup>.

A l'issue de l'exposé de M. le professeur Kaufmann, le PRÉSIDENT donne la parole, pour répliquer, aux représentants du Gouvernement polonais.

M. SOBOLEWSKI déclare qu'il cède la parole à S. Exc. M. Nicolas Politis.

S. Exc. M. POLITIS demande à la Cour de bien vouloir ajourner la reprise de l'audience jusqu'à 16 heures, afin de pouvoir préparer sa réplique.

<sup>1</sup> Septième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 3, p. 60.



TWELFTH (ORDINARY) SESSION

THIRD  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Friday, June 24th, 1927, at 10 a.m.,  
the President, M. Huber, presiding.*<sup>1</sup>

*Present :*

MM. HUBER, *President*,  
LODER, *Former President*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA, } *Juges.*  
YOVANOVITCH, *Deputy-Judge*,  
MM. RABEL, } *National Judges*,  
EHRlich,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT opened the hearing and called on the representative of the German Government.

Professor KAUFMANN made the speech reproduced in Annex I<sup>2</sup>.

At the conclusion of Professor Kaufmann's speech, the PRESIDENT called on the representatives of the Polish Government to reply.

M. SOBOLEWSKI asked to be allowed to leave it to H.E. M. Nicolas Politis to reply.

H.E. M. POLITIS asked the Court to be so good as to postpone the resumption of the hearing until 4 p.m. to enable him to prepare his reply.

<sup>1</sup> Seventh meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 3, p. 60.

Le PRÉSIDENT, au nom de la Cour, fait droit à cette demande.

L'audience, interrompue à 12 h. 30, est reprise à 16 heures.

S. Exc. M. POLITIS procède à l'exposé reproduit à l'annexe 2<sup>1</sup>.

A l'issue de l'exposé de S. Exc. M. Politis, M. SOBOLEWSKI demande l'autorisation d'ajouter quelques mots.

Le PRÉSIDENT, fixant la prochaine audience au samedi 25 juin à 10 heures, annonce que cette audience s'ouvrira par l'exposé de M. Sobolewski et qu'ensuite la Cour entendra la duplique de l'agent du Gouvernement allemand.

L'audience est levée à 18 h. 10.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, n° 4, p. 76

The PRESIDENT, on behalf of the Court, granted this request.

The hearing was adjourned from 12.30 p.m. to 4 p.m.

H.E. M. POLITIS made the speech reproduced in Annex 2<sup>1</sup>. At the conclusion of M. Politis' speech, M. SOBOLEWSKI asked to be allowed to add a few words.

The PRESIDENT, in fixing the next hearing for Saturday, June 25th, at 10 a.m., announced that that hearing would begin with M. Sobolewski's remarks and that the Court would then hear the rejoinder of the Agent for the German Government.

The Court rose at 6.10 p.m.

(Signed) MAX HUBER,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, No. 4, p. 76.

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

QUATRIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 25 juin 1927, à 10 heures,  
sous la présidence de M. Huber, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. HUBER, *Président*,  
LODER, *ancien Président*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA,  
YOVANOVITCH, *Juge suppléant*,  
MM. RABEL,  
EHRlich, } *Juges nationaux*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M. Sobolewski, agent du Gouvernement polonais.

M. SOBOLEWSKI procède à la réplique reproduite à l'annexe 1<sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M. le professeur Kaufmann, agent du Gouvernement allemand, pour sa duplique.

M. le professeur KAUFMANN procède à l'exposé reproduit à l'annexe 2<sup>3</sup>.

Le PRÉSIDENT déclare que les audiences sont terminées, mais qu'il ne prononce pas la clôture des débats oraux, afin de réserver

<sup>1</sup> Huitième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 5, p. 98.

<sup>3</sup> " " " " " 6, " 100.

TWELFTH (ORDINARY) SESSION

FOURTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, June 25th, 1927, at 10 a.m.,  
the President, M. Huber, presiding.<sup>1</sup>*

*Present :*

MM. HUBER, *President*,  
LODER, *Former President*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÔA,  
YOVANOVITCH, *Deputy-Judge*,  
MM. RABEL,  
EHRlich,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*.

} *Judges,*

} *National Judges.*

The PRESIDENT called on M. Sobolewski, Agent for the Polish Government.

M. SOBOLEWSKI made the reply reproduced in Annex 1<sup>2</sup>.

The PRESIDENT called on Professor Kaufmann, Agent for the German Government, to make his rejoinder.

Professor KAUFMANN made the speech reproduced in Annex 2<sup>3</sup>.

The PRESIDENT stated that the hearings were concluded but did not declare the proceedings closed, in order to reserve the right of

<sup>1</sup> Eighth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 5, p. 98.

<sup>3</sup> " " " " 6, " 100.

à la Cour, au cas où elle le jugerait nécessaire, la faculté d'inviter les Parties à fournir de vive voix des renseignements complémentaires.

L'audience est levée à 11 heures.

Le Président de la Cour :  
(*Signé*) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :  
(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

the Court to ask the Parties to furnish further oral information, should it wish to do so.

The Court rose at 11 a.m.

(Signed) MAX HUBER,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

CINQUIÈME  
SÉANCÉ PUBLIQUE

tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mardi 26 juillet 1927, à 15 h. 30,  
sous la présidence de M. Huber, Président.<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. HUBER, *Président*,  
LODER, *ancien Président*,  
Lord FINLAY,  
MM. NYHOLM,  
MOORE,  
DE BUSTAMANTE,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
ANZILOTTI,  
PESSÓA,  
YOVANOVITCH, *Juge suppléant*,  
MM. RABEL,  
EHRlich, } *Juges nationaux*,  
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Les expéditions officielles de l'Arrêt n° 8<sup>2</sup> sont déposées entre les mains de MM. Kaufmann et Sobolewski, agents des Parties, dûment prévenus aux termes de l'article 58 du Statut.

Le PRÉSIDENT déclare l'audience ouverte.

Le GREFFIER annonce que la Cour va rendre son arrêt au sujet de l'exception préliminaire soulevée par la Pologne contre la compétence de la Cour pour connaître de la demande d'indemnité introduite devant la Cour par l'Allemagne, à la suite de la prise de possession par la Pologne de l'usine de Chorzów en Haute-Silésie.

<sup>1</sup> Vingt-deuxième séance de la Cour

<sup>2</sup> Voir *Publications de la Cour*, Série A, n° 9.



## TWELFTH (ORDINARY) SESSION

### FIFTH PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Tuesday, July 26th, 1927, at 3.30 p.m.,  
the President, M. Huber, presiding.*<sup>1</sup>

*Present :*

MM. HUBER, <i>President</i> ,	
LODER, <i>Former President</i> ,	
Lord FINLAY,	
MM. NYHOLM,	} <i>Judges</i> ,
MOORE,	
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
ANZILOTTI,	
PESSÔA,	
YOVANOVITCH, <i>Deputy-Judge</i> ,	
MM. RABEL,	} <i>National Judges</i> ,
EHRlich,	
M. HAMMARSKJÖLD, <i>Registrar of the Court</i> .	

The official copies of Judgment No. 8<sup>2</sup> were handed to MM. Kaufmann and Sobolewski, Agents for the Parties, to whom due notice had been given in accordance with Article 58 of the Statute.

The PRESIDENT declared the hearing open.

The REGISTRAR stated that the Court was about to deliver judgment upon the preliminary objection taken by Poland to its jurisdiction to hear the claim for indemnity brought before the Court by Germany in consequence of the seizure by Poland of the factory of Chorzów in Upper Silesia.

<sup>1</sup> Twenty-second meeting of the Court.

<sup>2</sup> See *Publications of the Court*, Series A., No. 9.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'arrêt <sup>1</sup>.

Le GREFFIER donne lecture du dispositif de l'arrêt en anglais.

M. EHRLICH, juge *ad hoc* polonais, donne lecture du texte anglais de son opinion dissidente <sup>1</sup>.

Le PRÉSIDENT déclare la séance levée.

L'audience est levée à 17 h. 15.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

---

<sup>1</sup> Voir *Publications de la Cour*, Série A, n° 9.

The PRESIDENT read the judgment <sup>1</sup>.

The REGISTRAR read the conclusions of the judgment in English.

M. EHRLICH, the Polish judge *ad hoc*, read his dissenting opinion in English <sup>1</sup>.

The PRESIDENT declared the hearing closed.

The Court rose at 5.15 p.m.

(Signed) MAX HUBER,  
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar.

---

<sup>1</sup> See *Publications of the Court*, Series A., No. 9.